



Refusons d'être condamnés à l'austérité à perpétuité

Face à crise qui a plongé l'Europe dans la pire des situations depuis plusieurs décennies, avec plus de 23 millions de chômeurs, notamment parmi les jeunes, les gouvernements européens, sous la pression des marchés financiers, ont choisi de punir les victimes, c'est-à-dire les travailleurs et les retraités. Partout, les plans d'austérité se succèdent, conjuguant pressions à la baisse sur les salaires, les pensions, les conditions de travail et de vie, et démantèlement des services publics et de la protection sociale. Les fonctionnaires et agents publics sont bien sûr les premières cibles des mesures visant à réduire les dépenses publiques (gel voire baisse des salaires, suppression d'effectifs...).

Alors que ces politiques aggravent la crise économique et sociale, accroissent les inégalités et minent la cohésion sociale, les marchés et leurs vigies, les agences de notations, jugent que c'est insuffisant. Obéissant à leur diktat, les dirigeants européens veulent aujourd'hui aller plus loin et faire de l'austérité un horizon indépassable qui ne soit plus soumis aux choix démocratiques des peuples.

C'est le sens du projet de gouvernance économique actuellement en discussion au Parlement européen et du Pacte Euro plus adopté par le Conseil européen des 24 et 25 mars. Il s'agit d'inscrire dans la « loi européenne » l'obligation de limiter les salaires, les dépenses sociales et les

services publics, ce qui implique la remise en cause des mécanismes d'indexation et de négociation des salaires, de la législation du travail et des conventions collectives mais aussi des prérogatives des organisations syndicales et de l'ensemble des systèmes de protection sociale.

La Confédération européenne des syndicats (CES) et l'ensemble des organisations syndicales en Europe dénoncent ces mesures qui, pour préserver les profits d'une minorité, aggraveront la situation du plus grand nombre, et exigent un changement fondamental de politique. C'est le sens des initiatives qui seront prises dans chaque pays le 21 juin et de l'euro-manifestation organisée le même jour à Luxembourg par la CES.

Lutter contre la crise, ce n'est pas s'en prendre aux travailleurs mais à la finance qui en est responsable.

Oui il faut une gouvernance économique de l'Europe, mais elle doit être au service des citoyens et non des marchés financiers, elle doit favoriser la solidarité et non la concurrence, le progrès social et non la régression.

Ensemble, avec les « insurgés » de Grèce, d'Espagne et d'ailleurs, refusons de payer les dettes qui ne sont pas les nôtres et exigeons une mise au pas de la finance qui permette de construire l'Europe sociale dont nous avons besoin.

Une autre Europe est nécessaire Une autre Europe est possible